ASSEMBLÉE NATIONALE

6 mars 2019

SYSTEME DE SANTÉ - (N° 1681)

Retiré

AMENDEMENT

N ° AS246

présenté par

M. Christophe, Mme Auconie, M. Bournazel, M. Brindeau, Mme de La Raudière, M. Demilly,
Mme Frédérique Dumas, Mme Firmin Le Bodo, M. Herth, M. Lagarde, M. Ledoux,
Mme Lemoine, Mme Magnier, M. Naegelen, Mme Sanquer, M. Vercamer et M. Warsmann

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 18, insérer l'article suivant:**

Après le mot : « reconduction, », la fin du vingtième alinéa de l'article L. 162-16-1 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigée : « sont réputés approuvés si les ministres chargés de la sécurité sociale et de la santé n'ont pas fait connaître aux signataires, dans un délai de vingt et un jours suivant la réception du texte, qu'ils s'apposent à leur approbation du fait de leur non-conformité aux lois et règlements en vigueur ou pour des motifs de santé publique ou de sécurité sanitaire ou lorsqu'il est porté atteinte au principe d'un égal accès aux soins. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La convention pharmaceutique régit les relations entre l'Assurance maladie et les pharmaciens d'officine. Elle a récemment permis une évolution importante du mode de rémunération des officines, mais également de leurs missions. Ces modifications concourent aux objectifs du Plan « Ma santé 2022 » et aux défis d'organisation des soins auxquels sont confrontés les professionnels de santé, liés notamment au vieillissement de la population et à l'augmentation des maladies chroniques.

Or, la signature des conventions et avenants par de nombreux Ministères ne permet pas une application rapide et efficace des mesures négociées.

Le présent amendement vise donc à simplifier les procédures de validation des accords conventionnels conclus entre l'Assurance maladie et les syndicats représentatifs de la pharmacie d'officine pour permettre aux pharmacies d'officine d'intégrer plus rapidement ces évolutions conventionnelles.